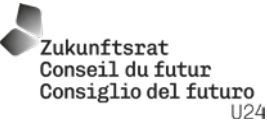


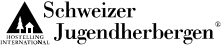
LE CONSEIL DU FUTUR U24 — QUE NOUS APPREND LE PREMIER CONSEIL CITOYEN POUR LES JEUNES?



**PUBLICATION DIDACTIQUE:
EXPÉRIMENTER
STRATÉGIQUEMENT
AVEC DES PROJETS PILOTES**



Partenariats

Organismes responsables	 Schweizerische Gemeinnützige Gesellschaft Société suisse d'utilité publique Società svizzera di utilità pubblica Societad svizra d'utilitad publica Swiss Society for the Common Good
Partenaires médiatiques et de financement	 Loterie Romande, Larix Foundation, fonds de Swisslos des cantons d'Argovie, de Saint-Gall, de Soleure et de Lucerne
Partenaires de mise en œuvre	e7° Partizipation und Zusammenarbeit GmbH, Demo SCOPE AG, Sortition Foundation, polsan SA, FEINHEIT SA
Partenaires de recherche	Centre pour la démocratie d'Aarau, Policy Analytics

Avec le projet Conseil du futur U24, la Commission suisse pour l'UNESCO souhaitait rendre tangible le concept d'éducation «Éducation à la citoyenneté» (objectif 4.7 de l'Agenda 2030). Outre le caractère pionnier du projet, la Commission pour l'UNESCO voulait notamment mettre l'accent sur l'inclusion et l'égalité des chances grâce au tirage au sort.

RÉSUMÉ

P. 5 SITUATION INITIALE

Le Conseil du futur U24 est le premier conseil citoyen national pour les jeunes au monde. Il a été créé par la Commission suisse pour l'UNESCO et la Société suisse d'utilité publique (SSUP) afin de tester de nouvelles approches de démocratie délibérative. L'objectif était d'élaborer des solutions innovantes pour répondre aux défis sociétaux et de créer une plateforme dédiée au groupe cible des 16-24 ans. Soutenu par des partenaires solides tels que la Fondation Mercator Suisse et la SRG SSR, le projet a été lancé avec une gouvernance étayée et une large participation d'acteurs issus de la politique, de la société civile et de la recherche.

P. 11 PROJET

Le Conseil du futur U24 a réuni 80 jeunes et jeunes adultes tiré·e·s au sort qui ont élaboré, lors de trois week-ends, 18 recommandations d'action concrètes visant à améliorer les conditions-cadres de la santé psychique des jeunes. Ce thème a été retenu suite à une enquête menée auprès des jeunes qui ont identifié la santé psychique comme une préoccupation centrale. En plus des participant·e·s, plus de 150 expert·e·s et parties prenantes issu·e·s de la politique, de l'administration, de la recherche et de la société civile ont été impliqué·e·s afin d'éclairer les débats des membres du Conseil. Les résultats ont été transmis début 2024 aux acteurs politiques, administratifs et de la société civile.

P. 17 IMPACT

L'impact du Conseil du futur a fait l'objet d'une évaluation approfondie effectuée par des instituts de recherche indépendants. Les participant·e·s ont fait état d'une conscience politique plus acérée et d'une confiance accrue dans leur capacité à initier des changements. Le taux de réponse élevé aux invitations, de 6 %, témoigne également de l'intérêt du groupe cible pour de tels formats. Le choix participatif des thèmes peut être considéré comme un succès qui a largement contribué à la participation des principales parties prenantes. La notoriété des conseils citoyens reste toutefois limitée au sein de la société. Dans la politique nationale, les résultats ont, pour la plupart, été traités de manière informelle, sans accords contraignants pour les intégrer au cycle politique institutionnel.

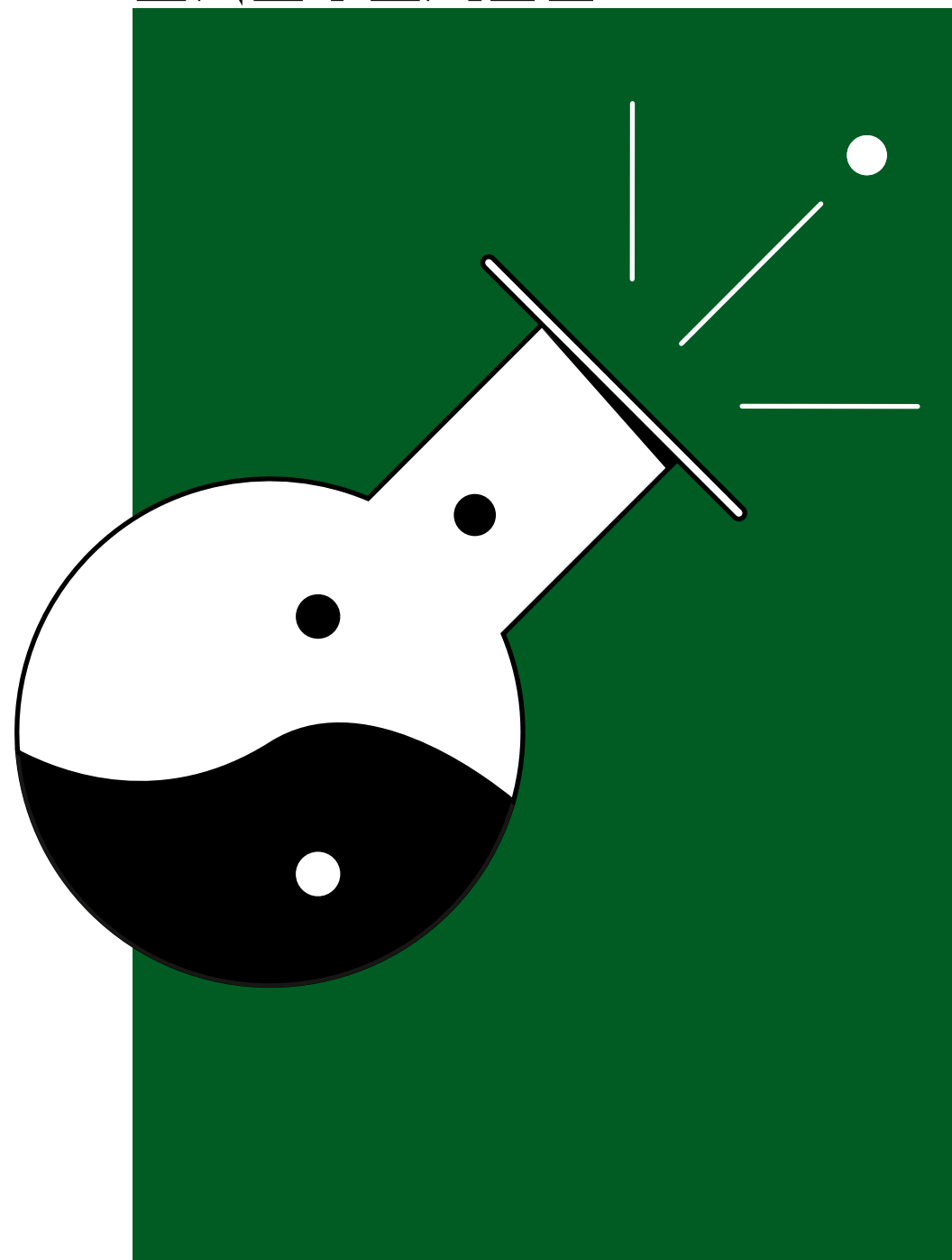
P. 25 ENSEIGNEMENTS

Le Conseil du futur U24 a montré que les conseils citoyens sont particulièrement adaptés pour intégrer les groupes sous-représentés car ils atteignent et intègrent des groupes cibles potentiellement éloignés de la politique. L'approche ciblée des jeunes par tirage au sort a permis une composition diversifiée et représentative du Conseil. L'une des principales conclusions est l'importance d'impliquer suffisamment tôt les parties prenantes concernées. Alors que des expert-e-s et des organisations spécialisées ont été activement impliqué-e-s, une alliance plus forte avec des acteurs de la politique de la jeunesse aurait permis de mieux ancrer le processus sur un plan politique. En outre, le rôle de la politique institutionnelle devrait être clairement défini dès le départ afin de mieux intégrer les résultats dans les processus politiques existants. Un autre enseignement concerne le développement de normes contraignantes pour les formats délibératifs. Le Conseil du futur U24 s'est basé sur les directives de l'OCDE, mais une «version suisse» des directives, spécialement adaptée, pourrait contribuer à améliorer davantage la qualité et la légitimité de tels projets.

P. 33 CONCLUSION

Le Conseil du futur U24 a prouvé que les formats délibératifs peuvent donner de la visibilité aux perspectives de groupes sous-représentés et développer des solutions innovantes pour répondre aux défis sociétaux. La forte acceptation du tirage au sort et les retours positifs des participant-e-s sont particulièrement encourageants. L'expérience acquise dans le cadre de ce projet suggère que les conseils citoyens pour les jeunes pourraient être utiles en tant que formats autonomes, mais aussi en tant que projets d'accompagnement de conseils citoyens nationaux portant sur l'ensemble de la société. Un «Conseil du futur 7-17», ciblant les enfants et les jeunes, pourrait par exemple associer les préoccupations des jeunes aux résultats d'un conseil citoyen portant sur l'ensemble de la société. Au niveau communal et cantonal, d'autres formes de conseils citoyens pourraient continuer à tester la pertinence des interfaces formelles entre les parlements, les gouvernements, les votations de démocratie directe et de nouveaux formats délibératifs. En résumé, le Conseil du futur U24 a donné des impulsions majeures et montre que les conseils citoyens peuvent constituer un précieux complément de la démocratie suisse.

SITUATION INITIALE



POUVONS-NOUS TIRER DES ENSEIGNEMENTS DU CONSEIL DU FUTUR U24? ABSOLUMENT!

Lorsque nous nous lançons dans un nouveau projet, il est utile de le concrétiser d'abord à l'aide d'un modèle. Les artistes, les architectes et les entrepreneurs-construction travaillent ainsi depuis longtemps. Le Conseil du futur U24 est un projet pilote qui teste une nouvelle forme de participation délibérative dans notre démocratie suisse. Avec cette publication, nous souhaitons montrer les effets de notre modèle et les enseignements que nous pouvons en tirer.

Il s'agit d'une base de discussion permettant d'évaluer si et dans quelle mesure le modèle «Conseil du futur U24» peut être considéré comme un plan de construction approprié pour développer la démocratie de demain.

Ce projet pionnier a vu le jour dès 2021. Afin de donner corps au concept d'éducation «Éducation à la citoyenneté» (Objectif de développement durable n° 4.7 des Nations Unies), la Commission suisse pour l'UNESCO s'est associée à la Société suisse d'utilité publique (SSUP) en vue de lancer un nouveau format de démocratie délibérative.

Ces deux organisations responsables ont convenu d'un concept prévoyant d'organiser un conseil citoyen pour les jeunes et jeunes adultes. Il s'agissait du premier conseil citoyen de Suisse destiné à un groupe cible précis.

Ce projet n'a été possible que grâce à la confiance et au soutien rapide de partenaires. La Fondation Mercator Suisse s'est révélée non seulement indis-

pensable en tant que partenaire de financement principal, mais aussi en tant que sparring partner pour le contenu. Grâce à un partenariat conclu avec la SRG SSR, le Pour-cent culturel Migros, la Fondation Wegweiser et de nombreux autres acteurs courageux de la philanthropie et organismes de soutien cantonaux, le projet a finalement pu démarrer à l'été 2022.

Le premier conseil citoyen national au monde dédié aux jeunes et aux jeunes adultes s'est penché sur la problématique des mesures nécessaires à l'amélioration de la santé mentale des jeunes en Suisse. Ce choix des jeunes a été effectué par le biais d'un sondage représentatif. Pour trouver des réponses, 80 jeunes âgé·e·s de 16 à 24 ans tiré·e·s au sort ont délibéré pendant trois week-ends du quatrième trimestre 2023 puis adopté ensemble 18 propositions de solutions.

Près d'un an après l'annonce des résultats du Conseil du futur U24, nous souhaitons à présent nous pencher avec vous sur le projet pilote qui s'est achevé. Pour cela, nous avons soumis le processus du conseil citoyen et ses résultats à un examen critique de partenaires d'évaluation externes dont les principaux enseignements sont résumés dans cette publication. Nous vous souhaitons de belles découvertes et une agréable lecture!

Meilleures salutations,



Che Wagner, co-chef de projet et responsable du secteur Participation

FAUT-IL UN CONSEIL CITOYEN POUR LES JEUNES ET LES JEUNES ADULTES?

La Suisse, souvent vantée comme un modèle de démocratie, a un problème de représentation. Certains groupes de population sont sous-représentés depuis des décennies. Ainsi, le Parlement est un «club de diplômé·e·s de l'enseignement supérieur» – la part de député·e·s titulaires d'un diplôme d'une haute école y est deux fois plus élevée que dans l'ensemble de la population. Les personnes issues de l'immigration ou en situation de handicap sont notamment à peine représentées au Parlement. En outre, la répartition par âge est particulièrement déséquilibrée: alors que 27,1 % de la population a entre 18 et 35 ans, cette tranche d'âge représente 7,3 % des parlementaires. Les jeunes âgé·e·s de 16 à 24 ans ne sont pas du tout représenté·e·s. Ce déséquilibre peut compromettre la légitimité du Parlement et affaiblir la participation démocratique, en particulier chez les jeunes.

Moins d'un quart des 16-24 ans en Suisse participe régulièrement aux élections et aux votations. Beaucoup sont exclu·e·s d'une quelconque participation à la vie politique du fait de leur âge ou de leur nationalité. Cette faible participation se reflète dans les différentes positions des jeunes en Suisse. Selon le baromètre des générations 2023, 81 % des 18-26 ans envisagent l'avenir avec pessimisme.

La Suisse a besoin de nouvelles approches pour améliorer la participation politique de ce groupe. Car les jeunes jusqu'à 24 ans s'intéressent à la politique. Trois jeunes sur quatre pourraient envisager de s'engager davantage en politique à l'avenir ([CFEJ 2022](#)). Une étude du Centre pour la démocratie d'Aarau de l'Université de Zurich montre aussi que de nouveaux formats participatifs tels que les conseils citoyens peuvent motiver davantage de jeunes, notamment issu·e·s de l'immigration, à participer malgré leur scepticisme vis-à-vis des institutions et partis politiques établis. ([ZDA 2023](#))

C'est là qu'intervient notre projet pilote «Conseil du futur U24»: les jeunes et les jeunes adultes ont pu décider eux-mêmes du thème abordé et des solutions proposées.

Les conseils citoyens donnent l'opportunité d'améliorer la participation politique. Ils peuvent compléter la démocratie et étayer plus largement les décisions politiques. Le tirage au sort des participant·e·s permet d'obtenir une image à peu près représentative de la population. La délibération, c'est-à-dire la discussion et la prise de décision communes entre personnes à pied d'égalité, en est une caractéristique essentielle. Grâce à cette méthode, les citoyen·ne·s peuvent échanger des points de vue différents et élaborer ensemble des recommandations d'action pour des problèmes sociétaux complexes.

Les efforts déployés jusqu'à présent pour inciter les jeunes à participer à la démocratie par le biais de l'éducation politique n'atteignent souvent qu'une partie des groupes cibles. Bon nombre d'expert·e·s émettent l'hypothèse que les conseils citoyens pourraient permettre de rendre la participation politique plus concrète, de promouvoir le dialogue entre différents milieux et de renforcer la confiance dans les processus démocratiques. C'est ce que nous voulions tester.

QUELLES SONT LES CONDITIONS PRÉALABLES À LA MISE EN ŒUVRE DU CONSEIL DU FUTUR U24?

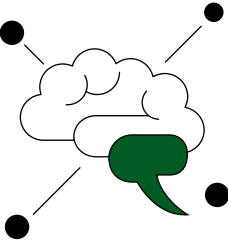
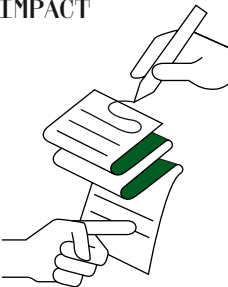
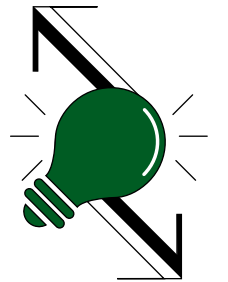
Afin de garantir une sélection représentative des participant·e·s, nous avons utilisé un échantillon aléatoire de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Pour pouvoir accéder à cet échantillon, nous avons dû rédiger une étude d'accompagnement scientifique conforme aux directives de l'OFS. Nous avons ainsi conclu un partenariat avec le Centre pour la démocratie d'Aarau de l'Université de Zurich. Pour le financement, nous avons trouvé des fondations qui ont investi au total CHF 506 000 (cf. chapitre Projet). Pour faire accepter le Conseil du futur, il était également décisif de créer une structure de gouvernance transparente et légitime qui intègre de nombreuses parties prenantes issues de la thématique spécifique.

« Nous voulons une société dans laquelle les [jeunes] individus ont la possibilité de développer leur vision de l'avenir de manière délibérative, compétente, critique et autonome, et de s'impliquer efficacement dans la société et la politique, quels que soient leur sexe, leur origine, leur éducation ou leur région. »

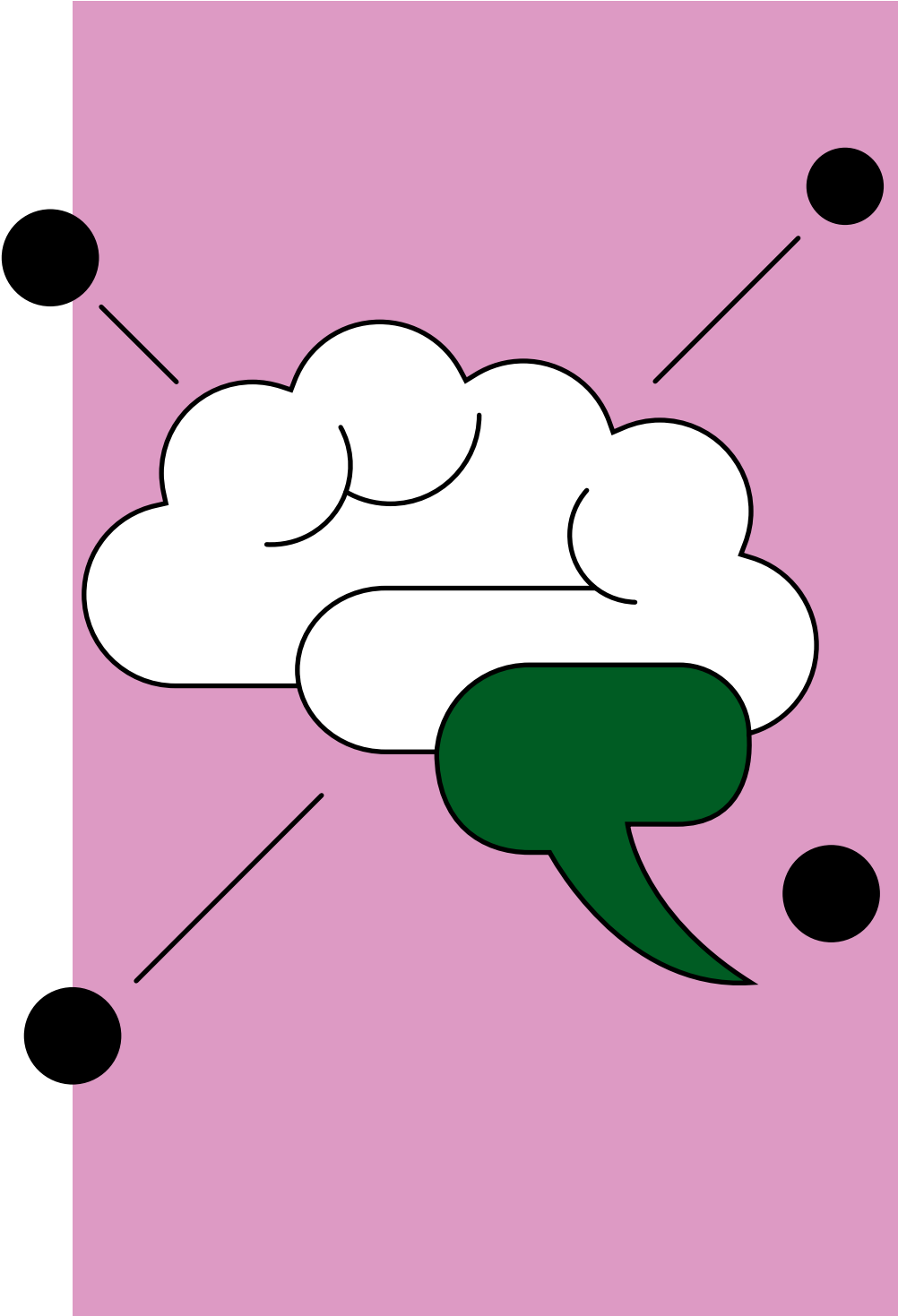
Organismes responsables du projet Conseil du futur U24

EN QUOI NOTRE PROJET PILOTE PEUT-IL CONTRIBUER À RÉSOUDRE DES PROBLÈMES?

L’objectif de notre travail est de savoir, en collaboration avec d’autres organisations et institutions, de quelles innovations démocratiques la Suisse a besoin et comment les mettre en œuvre efficacement. Pour cela, nous misons sur une combinaison d’analyses et de développements de modèles.

PROJETS 	Par projets pilotes, nous désignons des solutions concrètes qui nous permettent de découvrir à petite échelle comment améliorer la démocratie à grande échelle. Nous traitons nos projets comme des prototypes que nous développons et affinons en plusieurs phases.
IMPACT 	Cette procédure expérimentale nous permet de tester si et dans quelle mesure notre modèle a un impact , et si celui-ci correspond à nos objectifs et attentes. Quand une solution fait ses preuves, nous cherchons avec d’autres acteurs des moyens de la consolider et de la redimensionner.
ENSEIGNEMENTS 	Nous partageons en continu nos enseignements et conclusions tirés du projet pilote afin que le plus grand nombre possible d’acteurs en profitent et que nous puissions à notre tour apprendre des réactions de nos partenaires. De plus, nous profitons de l’étude de modèles concrets pour sensibiliser un public plus large aux défis d’une démocratie.

PROJET



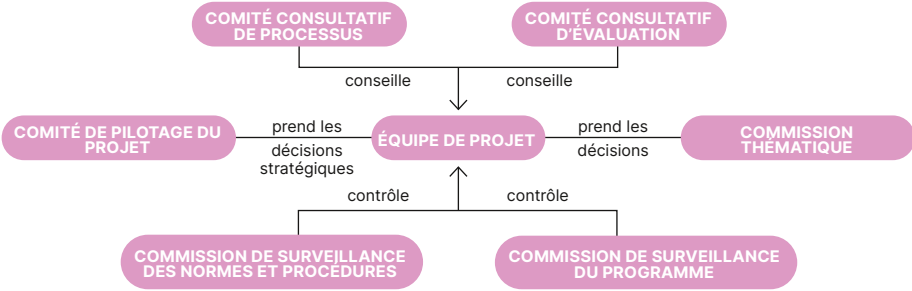
QUELLES RESSOURCES AVONS-NOUS CONSACRÉ AU CONSEIL DU FUTUR?

Le savoir-faire, le temps et l'argent sont les ingrédients importants d'un modèle réussi. Cette liste donne un aperçu des inputs qui ont été intégrés dans le modèle du Conseil du futur.

Personnel impliqué	49 personnes
Équipe de coordination	5 personnes, en moyenne 150% de taux d'occupation sur 3 ans
Équipe d'animation	14 personnes
Traductions	4 personnes
Responsables du projet	9 personnes
Expert-e-s de la thématique	10 personnes
Défense des intérêts pour la thématique	7 personnes
Durée	de mars 2021 à mai 2024 (3 ans)
Coûts	CHF 1,16 million (arrondi)
Coordination et parties prenantes	CHF 227 000
Promotion et communication	CHF 297 000
Logistique et gestion événementielle	CHF 255 300
Gestion des processus et animation	CHF 223 000
Mandat d'études parallèles et évaluation	CHF 105 900
Recrutement	CHF 60 000
Financement	CHF 1,16 million (arrondi)
Organismes responsables	CHF 660 000
Autres partenaires financiers	CHF 506 000
Organismes responsables	Commission suisse pour l'UNESCO et Société suisse d'utilité publique
Partenaires financiers	Fondation Mercator Suisse, Fondation Wegweiser, Fonds d'utilité publique du canton de Zurich, Pour-cent culturel Migros, Auberges de Jeunesse Suisses, Loterie Romande, fonds de Swisslos des cantons d'Argovie, de Soleure, de Saint-Gall et de Lucerne, Fondation Larix
Partenaires de mise en œuvre	notamment e7° GmbH (processus et animation), Sortition Foundation & Demo SCOPE (tirage au sort et recrutement), polsan & Feinheit (communication)
Partenaires médiatiques	SRG SSR (principaux partenaires médiatiques), 20 minutes (thème de l'appel ouvert)
Parties prenantes impliquées	Plus de 150 organisations nationales et infranationales issues de la société civile, de la politique et de l'administration

COMMENT LA GOUVERNANCE A-T-ELLE ÉTÉ MISE EN PLACE?

La gouvernance d'un projet pilote définit les mécanismes et règles de base autour de la modélisation: Qui travaille sur le modèle et quand? Qui assume les différentes tâches et compétences et les différents rôles? Il est important de planifier précisément la structure et de la consigner en toute transparence. La gouvernance doit à la fois structurer le projet et donner assez d'agilité pour pouvoir l'adapter en permanence.



Pour le Conseil du futur U24, le comité de pilotage , en charge des décisions stratégiques, était constitué des initiateurs et des responsables (CSU et SSUP). Pro Futuris a été chargée par le comité de pilotage d'organiser le Conseil du futur (**équipe de projet**).

Deux autres organes de la structure de gouvernance en ont surveillé et garanti l'indépendance. La **commission de surveillance du programme** a suivi l'élaboration et la mise en œuvre minutieuses et équitables du programme d'éducation. Les 16 sièges de cette commission ont été répartis entre l'administration fédérale, les groupes parlementaires et les ONG. La **commission de surveillance des normes et procédures** a surveillé le processus du Conseil du futur et contrôlé le respect du livre de règles. Elle était composée de quatre expertes et experts académiques impartiaux issus des sciences politiques et sociales.

La **commission thématique** avait pour tâche de sélectionner cinq thèmes parmi ceux proposés par les jeunes. Ses 24 sièges ont été répartis entre les organisations de jeunesse, l'administration fédérale, les groupes parlementaires et le monde scientifique.

Le **comité consultatif du processus** se composait de 6 expert-e-s en processus délibératifs. Il a été sollicité ponctuellement par l'équipe de projet pour son savoir-faire et son feedback sur la conception du processus et le livre de règles. Le comité d'évaluation se composait de 16 partenaires stratégiques issu-e-s du paysage des fondations, des organisations de jeunesse, de l'administration et de la recherche. Il a examiné le concept d'évaluation, échangé des informations sur les enseignements tirés après la mise en œuvre et discuté des formes possibles de poursuite et de redimensionnement.



Les participant-e-s au Conseil du futur U24 évaluent, lors du deuxième week-end de session, quelles recommandations d'action sont pertinentes.



De nombreux membres du Conseil du futur ont également noué de nouvelles amitiés au cours des six journées passées ensemble.

QUELS ÉLÉMENTS COMPOSENT UN CONSEIL CITOYEN DÉLIBÉRATIF?

Les expériences d'autres conseils citoyens délibératifs ont joué un rôle important dans la modélisation du Conseil du futur U24. Les conseils citoyens sont des formats de participation récents dans lesquels deux aspects sont particulièrement importants: un groupe de personnes tirées au sort dont la composition est à peu près représentative se réunit dans le cadre d'un processus d'apprentissage, d'échange et de collaboration (délibération) pour élaborer des recommandations d'action sur une thématique spécifique. S'agissant du projet pilote Conseil du futur, le comité de pilotage a décidé d'opter pour le format d'un conseil citoyen car celui-ci avait le potentiel de promouvoir la participation des jeunes (cf. problématique).

COMMENT S'EST DÉROULÉ LE CONSEIL DU FUTUR?

Aperçu du processus Conseil du futur U24 de janvier 2023 à janvier 2024:

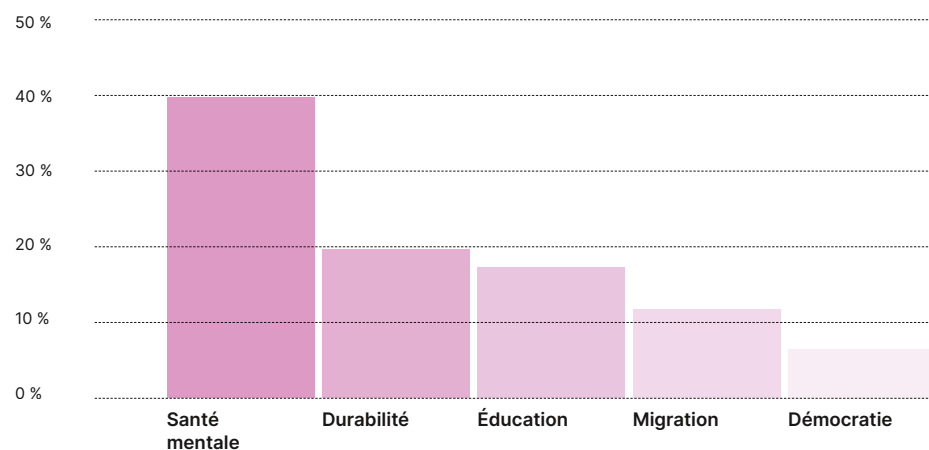
1.	Janvier 2023	Appel ouvert pour le choix des thèmes
2.	Février 2023	Présélection des thèmes
3.	Février 2023	Commission thématique
4.	Mars 2023	Conférence de presse Format
5.	Mai 2023	Vote sur le thème
6.	Juin 2023	Tirage au sort des membres
7.	Juillet 2023	Élaboration de la problématique
8.	Septembre 2023	Week-end d'apprentissage à Zurich
9.	Octobre 2023	Week-end de délibération à Lausanne
10.	Novembre 2023	Week-end de votation à Locarno
11.	Novembre 2023	Conférence de presse Recommandations d'action
12.	Janvier 2024	Manifestation de clôture

SUR QUOI LE CONSEIL DU FUTUR U24 A-T-IL DÉLIBÉRÉ?

L'une des questions centrales de tout conseil citoyen est de déterminer pour quelle problématique sociopolitique ses membres doivent élaborer de nouvelles propositions de solution. Pour le Conseil du futur U24, les jeunes devaient décider eux-mêmes des questions à traiter. Pour sélectionner le thème, nous avons procédé en plusieurs étapes:

1. L'équipe de projet a lancé un appel public dans les médias aux jeunes via 20 minutes, les priant de soumettre des thèmes pertinents
2. La commission thématique a retenu cinq thèmes
3. 20 000 jeunes entre 16 à 24 ans sélectionné-e-s au hasard ont choisi leur favori parmi ces cinq thèmes
4. Pour développer et définir la problématique concrète, des acteurs pertinents ont proposé des problématiques possibles et participé à l'atelier visant à déterminer la problématique finale

Choix des thèmes du Conseil du futur U24

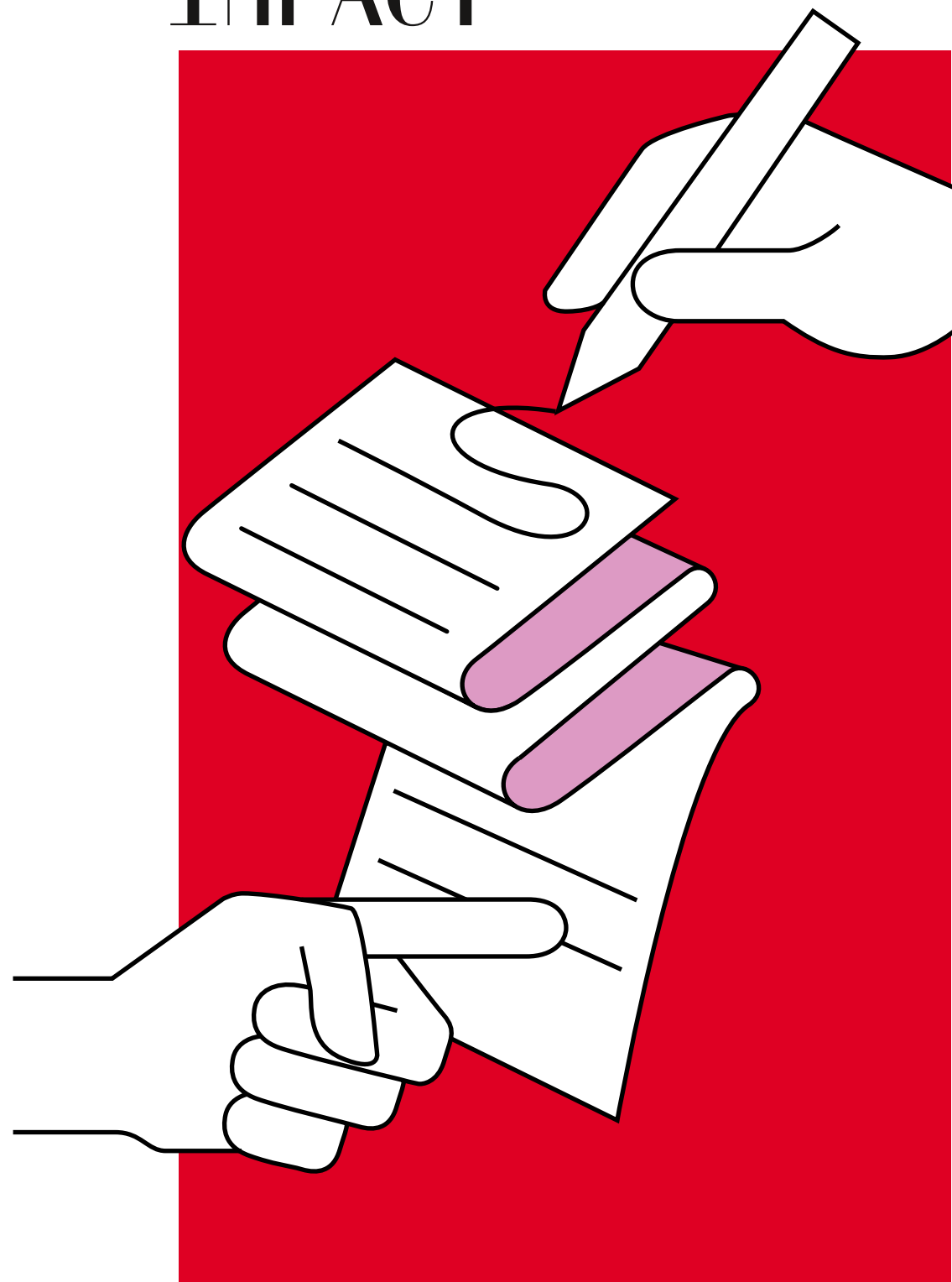


Enquête représentative nationale menée auprès des jeunes résidant en Suisse Personnes âgées de 16 à 24 ans au printemps 2023. Source: [ZDA 2023](#)

QUELS SONT LES RÉSULTATS DU CONSEIL DU FUTUR U24?

Les membres du Conseil du futur ont adopté 18 recommandations d'action dans les thématiques suivantes: Société et culture, Réglementation et mise en réseau, Accessibilité et offres, Travail, École et éducation ainsi que Parents et jeunes adultes. Le Conseil du futur U24 demande plus d'informations et de prévention relatives à la santé mentale ainsi que la priorisation nationale de ce sujet et des mesures à l'école, au sein des familles et au travail. Les trois recommandations d'action qui ont recueilli le plus de suffrages étaient (1) la collecte de données sur la santé mentale des jeunes à l'échelle nationale, (2) l'élargissement des directives de la SUVA pour y inclure des aspects de la santé mentale et (3) le renforcement de la collaboration intercantonale.

IMPACT



COMMENT L'IMPACT DU CONSEIL DU FUTUR EST-IL ÉVALUÉ?

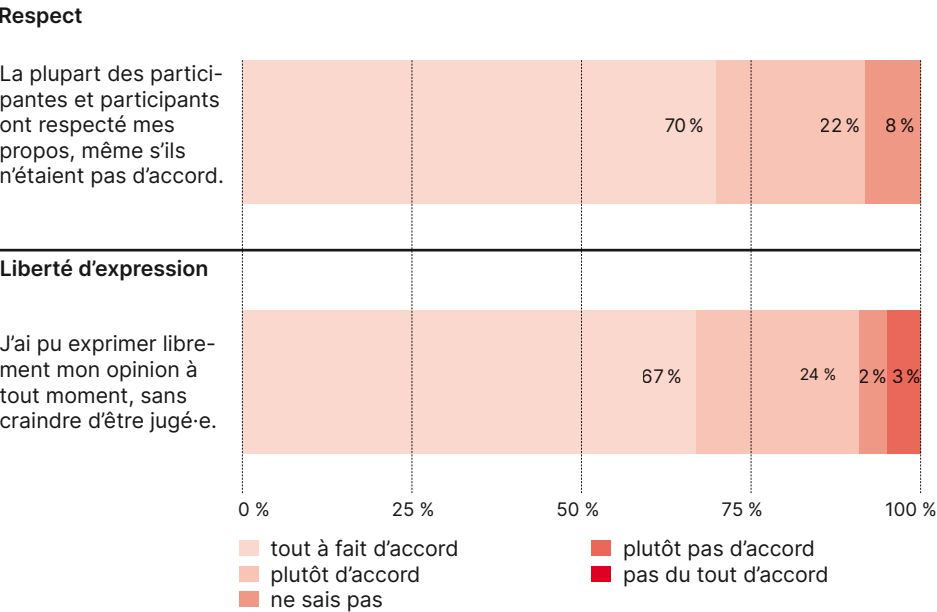
L'impact du Conseil du futur U24 a été évalué par des expertes et experts externes du Centre pour la démocratie d'Aarau de l'Université de Zurich (ZDA) et de Policy Analytics (PA). À l'aide de méthodes d'enquête scientifiques, ils ont évalué les perspectives des membres du Conseil du futur, de la jeunesse suisse en général, des parties prenantes, des organes du projet et des médias.

QUELS SONT LES EFFETS DE LA PARTICIPATION AU CONSEIL DU FUTUR POUR SES MEMBRES?

Les 80 membres du Conseil du futur décrivent pour la plupart leur participation de manière positive:

Participant·e·s pendant le Conseil du futur

Le Conseil du futur U24 crée un cadre propice au respect mutuel et à l'écoute des différents points de vue. La majorité des participant·e·s se sont senti·e·s libres d'exprimer leur opinion et de participer aux discussions sans craindre d'être jugé·e·s. ([ZDA 2024, p. 23](#))



Source: ZDA 2024

« En tant que jeune, je me soucie de la santé mentale de mon entourage et je m'engage pour ceux et celles dont la voix n'est pas entendue. Le Conseil du futur U24 s'engage pour les jeunes, pour nous, pour tout le monde. Car nous aussi, les jeunes, avons des idées, des connaissances et des objectifs que nous aimerions partager. J'ai confiance dans le fait que nous ferons bouger les choses avec le Conseil du futur. »

Milena Jordan, membre du Conseil du futur



Les solutions proposées par le Conseil du futur U24 doivent également être prises en compte dans la sphère politique.

Participant·e·s pendant le Conseil du futur

La majorité des participant·e·s ont déclaré être satisfait·e·s de la manière dont les décisions étaient prises, de la représentativité des avis recueillis, du processus de vote et des recommandations finalement retenues. ([ZDA 2024, p. 29](#))

Compréhension du thème

De manière générale, les membres du Conseil sont convaincus que les informations obtenues en son sein ont renforcé leur compréhension du thème abordé, et ces informations semblent avoir été largement utilisées au cours du processus de délibération. ([ZDA 2024, p. 25](#))

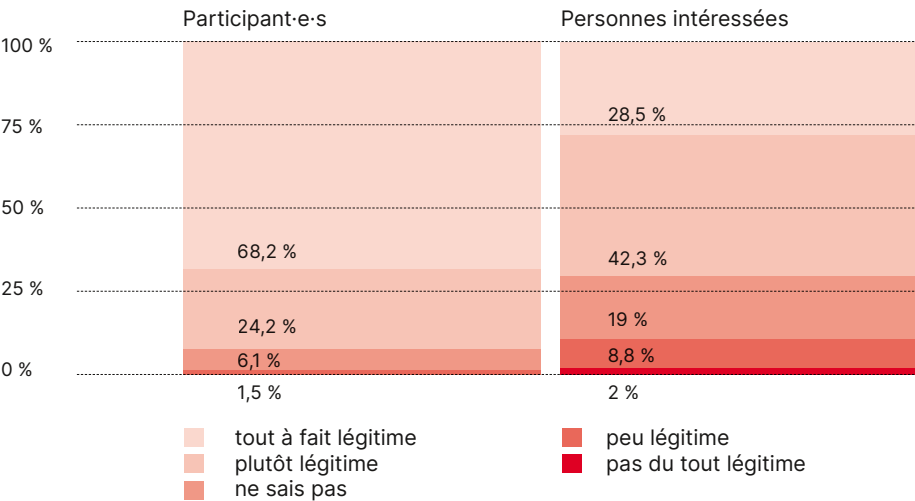
Délibération

La participation au Conseil du futur a une influence positive et significative sur la capacité de délibération des participant·e·s. L'analyse DRI (Deliberative Reasoning Index) montre que les participant·e·s ont réussi à définir un cadre de discussion commun. Les résultats indiquent que les membres du Conseil du futur ont examiné en profondeur les thèmes abordés en réfléchissant efficacement aux différentes perspectives des discussions. ([ZDA 2024, p. 32](#))

Légitimité du conseil citoyen

Les membres du Conseil du futur jugent légitimes le recrutement, le tirage au sort et la définition de ses thèmes. Au terme de sa réalisation, l'évaluation de la légitimité avait encore augmenté de manière significative. ([PA 2024, p. 3](#))

Tirage au sort



Source: ZDA 2024

QUEL IMPACT LE PROJET PILOTE
A-T-IL SUR LES JEUNES EN SUISSE?

Légitimité du conseil citoyen

Même les jeunes qui n'ont pas été tirés au sort estiment pour la plupart que le recrutement, le tirage au sort et la définition des thèmes du Conseil du futur sont légitimes. ([PA 2024, p. 3](#))

Intérêt pour le format et le choix des thèmes

Les jeunes ont manifesté un vif intérêt pour participer au Conseil du futur. Sur les 20 000 personnes tirées au sort, 1200 jeunes et jeunes adultes en Suisse ont indiqué vouloir y participer. Le thème a également suscité un grand intérêt: l'appel dans les médias a permis de recueillir 739 contributions valables de toute la Suisse.

« Grâce à la sélection aléatoire de leurs membres, les conseils citoyens tels que le Conseil du futur U24 réunissent un échantillon représentatif de la population. Dans le cas du Conseil du futur U24, il s'agit des jeunes résidant en Suisse. L'objectif est de garantir une égalité des chances et une inclusion maximales. Le Conseil du futur U24 montre que cette approche innovante donne des résultats constructifs et nuancés. »

Thomas Zeltner, président de la Commission suisse pour l'UNESCO



« Au Conseil du futur U24, il y a la volonté et l'énergie nécessaires pour bâtir ensemble un avenir meilleur. Nous œuvrons pour les mêmes objectifs, au-delà des frontières linguistiques, éducatives et politiques. Les différences sont reconnues et utilisées comme une chance pour trouver la meilleure solution et cela me donne de la force et de l'espoir pour l'avenir. »

Konstanze Mohr, membre du Conseil du futur



Les médias se sont surtout intéressés aux membres du Conseil du futur.



Le 18 janvier 2024, des représentant-e-s du Conseil du futur U24 ont remis symboliquement les recommandations d'action à la conseillère nationale Sarah Wyss.

COMMENT LES PARTIES PRENANTES ET LES ORGANES ÉVALUENT-ILS LA GOUVERNANCE DU CONSEIL DU FUTUR?

Transparence et légitimité

Le Conseil du futur U24 a été conçu et réalisé de manière structurée et transparente, sur la base de règles et de principes définis dans le livre de règles accessible au public. Le processus de gouvernance complexe a conféré au projet une légitimité élevée. ([ZDA 2024, p. 15](#))

Travail de coordination et difficultés de planification

La complexité de la gouvernance a également entraîné un manque de clarté dans la répartition des rôles et un grand travail de coordination. Le choix des thèmes par le biais d'un processus participatif a rendu difficile la planification du rattachement politique des résultats ainsi que la préparation du contenu du Conseil du futur. ([ZDA 2024, p. 15](#))

QUEL EST L'IMPACT DU PROJET
SUR LES MÉDIAS ET LA SOCIÉTÉ?

Accueil par les médias

Le projet Conseil du futur, ses membres ainsi que ses recommandations d'action ont été mentionnés dans une trentaine d'articles de presse, notamment dans DIE ZEIT, RSI, SWI swissinfo, RTS, Blick et 20 Minuten. La couverture médiatique a été majoritairement positive, soulignant l'innovation de l'approche participative et l'importance des thèmes abordés. Le fait que seul un nombre limité d'articles de presse ait été publié est probablement dû à un contexte médiatique saturé, les élections fédérales 2023 ayant coïncidé avec les week-ends du Conseil du futur ([ZDA 2024, p. 36](#)).

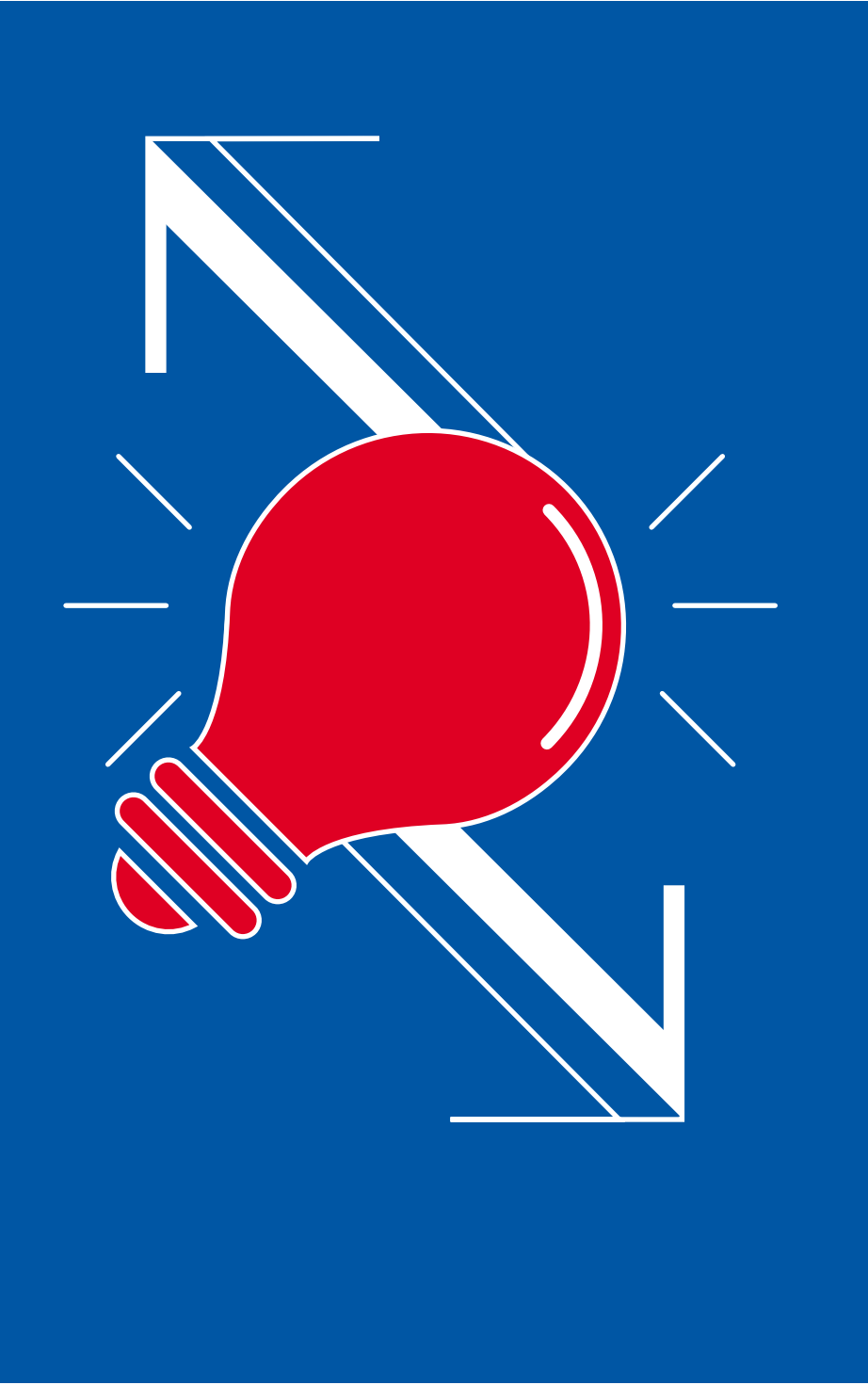
Accueil par la société et les milieux politiques

Les recommandations d'action du Conseil du futur U24 ont été reprises par différents acteurs politiques, tels que les membres du Conseil fédéral Alain Berset et Elisabeth Baume-Schneider, plusieurs membres du Conseil national et des services de l'administration fédérale. De plus, lors de la manifestation de clôture des acteurs de la société civile ont formé, avec des acteurs issus d'organisations de la jeunesse et de la santé, une alliance qui s'est déclarée prête à faire entendre à long terme les recommandations du Conseil du futur U24 et à faire avancer leur mise en œuvre.



Page de couverture des recommandations d'action publiées

ENSEIGNEMENTS



FAVORISER LA COMPRÉHENSION DES FORMATS DÉLIBÉRATIFS EN POLITIQUE

Le projet Conseil du futur U24 a informé tous les partis et groupes parlementaires du processus du conseil citoyen et les a invités à y participer. Le projet a certes trouvé un écho favorable auprès de quelques-uns, mais le format étant encore largement méconnu en Suisse, il s'est également heurté au scepticisme des milieux politiques.

- Afin de pouvoir renforcer la compréhension des formats délibératifs au sein de tous les groupes parlementaires fédéraux et d'autres institutions, il est essentiel de prévoir un délai plus long entre l'annonce du projet et sa réalisation.
- Pour permettre une participation efficace des institutions politiques – exécutives ou législatives – il faudrait clarifier les attentes réciproques afin d'éviter une méfiance mutuelle et de clarifier la relation entre les processus délibératifs et les institutions existantes.

RENFORCER LES LIENS ENTRE LES CONSEILS CITOYENS ET LES ONG

Le Conseil du futur U24 a montré qu'il est essentiel, pour que le processus soit efficace, d'impliquer suffisamment tôt les parties prenantes importantes dans le thème du conseil citoyen, ici la santé mentale des jeunes. Comme il s'agit d'un projet ayant trait à la jeunesse, il était essentiel de faire participer des acteurs établis de la politique de la jeunesse. Dans le cas d'un conseil citoyen pour les seniors, il serait tout aussi important de faire appel à des organisations correspondantes. Il était aussi important pour les organisateurs et organisatrices du projet de pouvoir compter sur un large groupe de parties prenantes spécialisées dans le thème de la santé mentale pour qu'elles apportent leur contribution et leur soutien.

- Le projet n'a pas réussi de manière satisfaisante à créer assez tôt une alliance forte en sa faveur dans le domaine de la politique de la jeunesse. Il apparaît important d'impliquer dès le début des acteurs clés et de les faire participer à l'élaboration du concept et des normes.
- Au total, plus de 150 parties prenantes du domaine de la santé mentale issues de la recherche, de la politique, de l'administration, de l'économie, de la pratique et de la société civile ont été impliquées. Cette large participation, qui a également conduit à une forte acceptation des recommandations d'action, est utile pour un tel processus délibératif.

- Il semble important et efficace de procéder à une analyse approfondie du domaine politique et d'inviter suffisamment à l'avance à participer au processus du conseil citoyen. Il reste à expérimenter dans quelle mesure les parties prenantes liées aux différents thèmes pourraient et devraient également être les co-initiatrices de tels formats.

«La santé mentale est un thème très important qui devrait être abordé partout, notamment en politique. Le Conseil du futur U24 m'a donné l'occasion non seulement de m'engager politiquement, mais aussi de discuter du bien-être des jeunes et de proposer des mesures.»

Sudarchcheliyan Kalaichcheliyan, membre du Conseil du futur



ASSOCIER FINANCEMENT PUBLIC ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AUX NORMES POUR LES FORMATS PAR TIRAGE AU SORT

Les formats délibératifs tels que les conseils citoyens sont des projets démocratiques complexes. Il est de l'intérêt public qu'en plus du financement philanthropique, des fonds publics soient investis pour la participation délibérative. Le Conseil du futur U24 est financé en partie par des investissements de la Commission suisse pour l'UNESCO, elle-même rattachée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). D'autres projets nationaux de conseils citoyens sont également financés en partie par des fonds publics, comme l'Assemblée citoyenne suisse pour une politique alimentaire, financée par l'Office fédéral de l'agriculture (2022), ou l'«Assemblée Citoyenne 2025», financée par le programme de recherche du Fonds national suisse (FNS, 2025). Pour l'investissement de recettes fiscales, il semble important à l'avenir de communiquer des normes accessibles au public. Les acteurs de la société civile, tels que les fondations, pourraient eux aussi profiter d'une telle évolution grâce à la meilleure comparabilité des projets et mesurabilité des normes de qualité.



Les recommandations d'action sont élaborées dans le cadre d'un processus en plusieurs étapes et avec la contribution d'expert-e-s.



Les résultats du Conseil du futur U24 ont été présentés le 23 novembre 2023 au Centre de presse du Palais fédéral, à Berne.

- Une campagne d'information plus ambitieuse à l'intention des acteurs publics et de la population pourrait aider à expliquer la valeur ajoutée fondamentale des formats délibératifs basés sur le tirage au sort, quel que soit le thème traité.
- Le Conseil du futur U24 s'est basé sur les directives de l'OCDE relatives aux formats délibératifs. Fixer des normes contraignantes avant la phase de mise en œuvre des projets afin de garantir une qualité élevée des processus et de les communiquer à l'extérieur contribue à légitimer le processus. Les directives de l'OCDE pourraient servir de base à une «version suisse» des normes.
- Un accord sur des normes pourrait aider à mieux coordonner les nouveaux formats délibératifs et à améliorer la collaboration entre les acteurs publics et ceux de la société civile.

CLARIFIER LES INTERFACES ENTRE LES CONSEILS CITOYENS ET LA POLITIQUE

En janvier 2024, les 80 membres du Conseil du futur U24 ont remis les recommandations d'action qu'ils ont adoptées à un large cercle de destinataires issus de la politique, de l'administration et de la société civile. Un certain nombre de conséquences en ont déjà résulté. De nombreuses entités administratives au niveau national, cantonal et communal ont réagi de manière positive aux recommandations d'action. Des responsables politiques ont également intégré les solutions proposées dans leur travail au Parlement. Mais ces processus d'action politique sont, à l'heure actuelle, en grande partie informels, car les conseils citoyens ne sont pas des institutions établies.

- En Suisse, la transmission et la gestion ultérieure des recommandations d'action adoptées sont encore largement informelles. Il est souhaitable que les acteurs de la mise en œuvre définissent d'emblée des accords et des objectifs concrets avant la fin d'un tel processus.
- Il est conseillé de définir suffisamment tôt, dans le cadre légal existant, les interfaces utiles entre les formats délibératifs, les élu-e-s et les entités administratives.
- Il serait utile de déterminer, avant la fin d'un processus délibératif, comment mesurer l'impact des recommandations élaborées. Cela pourrait être initié par l'organisme responsable de l'ensemble du processus.

ÉTUDIER LE LIEN ENTRE LA DÉMOCRATIE DIRECTE ET LES FORMATS DÉLIBÉRATIFS

Le Conseil du futur U24 a montré que les formats délibératifs tels que les conseils citoyens peuvent susciter l'enthousiasme de groupes cibles sous-représentés pour la démocratie et impliquer dans le processus des personnes éloignées de la politique. Des tests menés par Demoscan et d'autres acteurs en Suisse, surtout au niveau cantonal et communal, ont montré comment les formats délibératifs peuvent par exemple améliorer la formation de l'opinion avant les votations. Une question importante reste de savoir quelles sont les conséquences des formats délibératifs dans une démocratie directe en termes de positions politiques et d'instruments de démocratie directe tels que les votations ou les élections.

- La sélection par tirage au sort permet d'entrer en contact avec un éventail plus large et diversifié de participant-e-s. Il s'agit de valider ces résultats via d'autres tirages au sort afin que ce processus soit utilisé dans divers contextes de la société civile et de la démocratie.
- Le projet Conseil du futur U24 a montré que les jeunes ont réagi positivement à l'invitation au conseil citoyen. Ce constat, qui est encourageant compte tenu de la participation politique relativement faible des jeunes et des jeunes adultes, devrait continuer à être validé.
- D'autres projets de recherche à la croisée de la démocratie délibérative et de la démocratie directe sont souhaitables pour éliminer les obstacles à la mise en œuvre. Une première étape consisterait à simplifier l'accès aux données d'adresses pour les formats basés sur des tirages au sort – au niveau communal, cantonal ou national.

APPRENDRE DES PROJETS DE PARTICIPATION CITOYENNE DÉLIBÉRATIFS DU MONDE ENTIER

Par rapport à d'autres pays, la Suisse a peu d'expérience des processus de conseils citoyens basés sur des tirages au sort et elle n'en est qu'au début d'un nouveau développement. Il serait donc souhaitable qu'elle puisse mieux profiter des expériences, enseignements et conclusions de projets menés ailleurs dans le monde. Au niveau international, l'OCDE parle de «déferlante délibérative» car depuis 2010, de plus en plus de processus délibératifs sont réalisés et évalués. Certes, le système démocratique de la Suisse est en partie très différent de celui des autres pays. Néanmoins, les éléments clés de ces processus restent similaires et permettent des comparaisons.

- Traiter les conclusions importantes dans ce domaine pourrait aider à mieux comprendre dans quelles conditions les conseils citoyens complètent judicieusement la démocratie institutionnelle en Suisse.
- Souvent, le développement des démocraties commence par le modèle des conseils citoyens au niveau local. En Suisse, d'autres expériences locales ou cantonales pourraient également apporter une grande valeur ajoutée. On pourrait recourir ici à toute une série de projets pionniers dans le canton de Zurich, au Tessin ou encore à Genève.

«Grâce à son ensemble complet de règles, le Conseil du futur U24 présente un caractère exemplaire dès sa première édition. La constitution d'organes de surveillance garantit un processus transparent et indépendant, qui contribue ainsi à la légitimité du Conseil du futur.»

Lucas Leemann, Université de Zurich, membre de la commission de surveillance des normes et procédures



MISE EN RÉSEAU ET CRÉATION D'UN RÉSEAU DE PERSONNES CHARGÉES DE L'ORGANISATION ET D'ORGANISMES DE FINANCEMENT

Dans l'espace européen et mondial, il existe de nombreux réseaux et «communities of practice» autour de la conceptualisation et de la mise en œuvre de formats délibératifs, mais souvent sans représentant-e-s suisses. Ainsi, les expériences spécifiques de la Suisse ne sont que rarement intégrées dans le contexte plus large des réseaux délibératifs. De même, les parties prenantes suisses profitent rarement des expériences des autres. Jusqu'à présent, les fonds pour les projets doivent généralement être demandés auprès d'un grand nombre de partenaires financiers, ce qui implique une charge de travail considérable pour la collecte de fonds. Les forces de la société civile désireuses de s'engager pour qu'il y ait plus de formats délibératifs basés sur le tirage au sort devraient former des alliances. Les projets pourraient ainsi profiter d'une sécurité de planification renforcée.

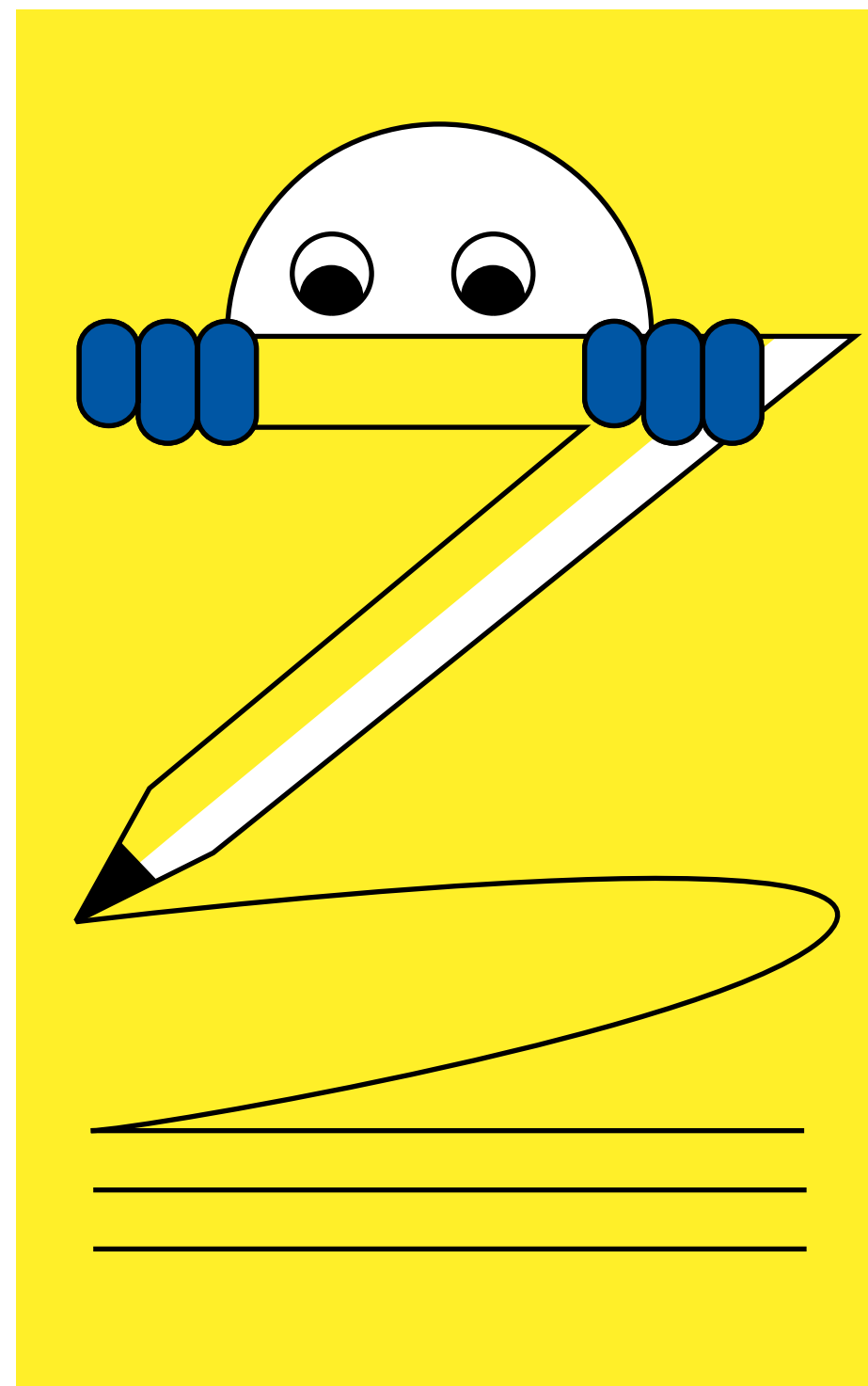
- Il serait important de créer des structures nationales dédiées à l'échange d'expériences, à la planification et au soutien mutuel pour les projets de conseils citoyens en Suisse.
- Un regroupement de fondations de la société civile du domaine de la démocratie délibérative pourrait aider à mieux étayer les projets, à exploiter les synergies et à renforcer la sécurité de planification pour les personnes chargées de l'organisation.

«L'implication démocratique de personnes par tirage au sort en est encore à ses débuts. Avec le Conseil du futur U24, nous avons donné aux jeunes et aux jeunes adultes une voix pour façonner la société. Le projet s'est avéré être un bon moyen d'y parvenir. Il faut maintenant que d'autres lui emboitent le pas.»

Anders Stokholm, président de la Société suisse d'utilité publique



CONCLUSION





Une équipe d'animation professionnelle est l'une des clés du succès d'un conseil citoyen



En participant à un conseil citoyen, beaucoup apprennent à faire de la politique pour la première fois.

Du point de vue du groupe cible des jeunes entre 16 et 24 ans, le Conseil du futur U24 s'est avéré prometteur. Les participant-e-s ont jugé importants et légitimes tant le format délibératif des trois week-ends du deuxième semestre 2023 que la sélection par tirage au sort, ce qui constitue une base prometteuse pour le développement de ce modèle. Même sans avoir participé directement à ce conseil d'un genre nouveau, les jeunes interrogé-e-s dans le groupe de contrôle lui reconnaissent une valeur ajoutée. En outre, avec un taux de réponse d'environ 6 %, la proportion de personnes ayant manifesté leur intérêt à participer au processus après avoir reçu l'invitation est supérieur à la moyenne des autres conseils citoyens dans le monde. Cela ouvre de nouvelles perspectives pour les formats de démocratie délibérative en Suisse. Ce projet a montré comment les conseils citoyens peuvent intégrer dans des processus démocratiques des groupes sous-représentés en politique, tels que les jeunes et les jeunes adultes, par tirage au sort, d'une manière nouvelle et représentative sur le plan statistique. L'utilisation du tirage au sort dans ce groupe cible est prometteuse et pourrait jouer un rôle dans les structures existantes de la politique de la jeunesse, par exemple dans les Parlements des Jeunes, afin de diversifier les participant-e-s.

L'un des principaux objectifs du projet était d'élaborer des recommandations d'action offrant des solutions concrètes pour améliorer la santé mentale des jeunes et des jeunes adultes. Pour ce faire, les organisateurs et organisatrices du Conseil du futur U24 ont déployé des efforts considérables et impliqué dans le processus non seulement des acteurs politiques et administratifs, mais aussi des organes spécialisés, des organisations de la société civile, des prestataires de services de santé et des acteurs de la recherche. Plus de 150 acteurs ont finalement fait partie du Conseil du futur U24 et enrichi les membres du Conseil de leurs perspectives – et ce, bien que le délai entre l'invitation et le week-end de lancement n'ait été que de trois mois. L'impact de ce processus complexe se reflète dans la large prise en compte des résultats, en particulier au sein des administrations, des milieux spécialisés et des acteurs de la société civile. Le choix participatif du thème, décidé par les jeunes, a contribué de manière décisive à ce que le Conseil du futur soit très bien accepté. Il reste toutefois à voir quelles recommandations seront finalement mises en œuvre concrètement. Une analyse plus approfondie des processus d'action politiques au moyen d'une étude «ripple effect» n'aura de sens que dans quelques années, car le cycle politique est souvent lent.

La présente analyse d'impact montre également que la perception sociétale des formats délibératifs en Suisse en est encore à ses débuts. Alors que le Conseil du futur U24 a été reconnu par les milieux spécialisés, son impact plus large dans les médias, la politique et les débats publics ne s'est pas déployé. Dans la politique nationale et les groupes parlementaires fédéraux, le projet a été en partie soutenu, mais s'est aussi heurté à un certain scepticisme. De plus, les parlementaires n'ont autorisé les échanges avec les

membres du Conseil du futur qu'à un niveau informel et n'ont pas conclu d'accords contraignants en matière d'intégration des résultats dans le cycle politique. L'expérience de pays comme la Belgique, le Canada ou l'Allemagne montre toutefois le potentiel de ces conseils citoyens pour renforcer la confiance dans les institutions démocratiques et encourager la participation – si la population est mieux informée du processus et si la politique institutionnelle est impliquée et investie dès le début. **Le projet Conseil du futur U24 n'a pas réussi à garantir suffisamment tôt une large implication des parties prenantes de la démocratie. Une alliance plus forte d'acteurs – notamment de la politique de la jeunesse – aurait sans doute renforcé le processus et lui aurait conféré une meilleure assise politique. À l'avenir, ces parties prenantes pourraient non seulement être des contributrices, mais aussi agir en tant que co-initiatrices et expéditrices de tels formats, ce qui pourrait accroître encore leur impact et leur acceptation. Les anciens membres du Conseil pourraient également jouer un rôle important pour les futurs conseils citoyens (pour les jeunes).**

Dans le même temps, même après l'achèvement de ce projet, la question de savoir comment mieux associer les formats délibératifs à la démocratie suisse reste ouverte. De premières expériences, comme celles de l'association Demoscan, montrent que les conseils citoyens peuvent également aider à se forger une opinion avant des votations. D'autres recherches et projets de conseils citoyens sont nécessaires pour mieux comprendre les effets spécifiques des processus délibératifs sur les positions politiques, les institutions politiques comme les parlements et les gouvernements, et les instruments démocratiques existants comme les élections ou les votations, et pour trouver une manière de les intégrer judicieusement dans le système existant. **Des normes et directives pour les processus délibératifs, qui fonctionnent sur l'ensemble des projets et garantissent leur comparabilité, constituent une étape importante sur cette voie. Le Conseil du futur U24 s'est basé sur les directives de l'OCDE concernant les formats délibératifs, mais une «version suisse» de ces normes pourrait contribuer à institutionnaliser de tels processus. Cela permettrait de renforcer la qualité et la légitimité des conseils citoyens, mais aussi de faciliter la collaboration entre les acteurs étatiques et de la société civile et de favoriser de nouvelles alliances. Nous pensons qu'il est possible, surtout au niveau communal et cantonal, d'encourager davantage de projets pionniers et de tester des formats de conceptions diverses intégrés sur le plan structurel.**

Nous pouvons affirmer avec certitude que le Conseil du futur U24 a, de manière innovante, donné un nouvel élan au développement de la démocratie en Suisse. Il semble judicieux de continuer à intégrer les groupes cibles des jeunes et des jeunes adultes, souvent sous-représentés en politique, par le biais de conseils citoyens spécialisés, y compris au niveau national. **Sur la base des enseignements tirés du projet Conseil du futur U24, nous ne recommandons toutefois pas de simplement répéter le projet**

au niveau national. Afin de mieux faire entendre les perspectives et les préoccupations des jeunes, un tel projet pourrait être mis en place pour accompagner un conseil citoyen qui représenterait d'un point de vue statistique l'ensemble de la population. À l'instar de la «Children and Young People's Assembly on Biodiversity Loss» en Irlande (2022), un tel conseil pourrait être fondé sous le nom de «Conseil du futur 7-17», avec pour principal groupe cible les enfants et les jeunes. Nous estimons que l'impact sociopolitique des conseils citoyens d'enfants et de jeunes est plus important lorsque les résultats de ces processus sont intégrés dans un conseil citoyen qui représente l'ensemble de la société. Cette approche permet également de faire entendre le souhait de plus d'échanges intergénérationnels et de créer une meilleure base de légitimation pour les processus délibératifs.

En résumé, le Conseil du futur U24 a donné des impulsions innovantes. Il montre que les conseils citoyens peuvent non seulement donner de la visibilité aux points de vue de groupes sous-représentés, mais aussi développer des recommandations d'action pour des défis sociétaux urgents comme la santé mentale des jeunes. Les enseignements constituent une base précieuse pour perfectionner les formats délibératifs et les établir en tant que partie intégrante de la démocratie suisse.

«En tant que partenaire de promotion, il est important pour nous que les résultats clés des projets parviennent à la société civile. Les conseils citoyens enrichissent la démocratie, mais sont aussi complexes et coûteux. Nous devons donc mieux prévoir ce qu'il adviendra des résultats des conseils citoyens. Des perspectives de financement à long terme grâce à des coopérations entre les institutions publiques et les organismes de promotion privés sont essentielles pour la réussite de tels projets.»

Flurina Wäspi, Fondation Mercator Suisse



BASES DE DONNÉES

Les conclusions de cette publication didactique reposent sur les bases suivantes:

Perspectives
Membres du Conseil du futur n=80
Jeunes en Suisse n=300
Parties prenantes et organes n=10
Médias
Méthodes
Enquêtes quantitatives auprès des participant·e·s et des jeunes en Suisse
Observation directe des trois week-ends
Analyse des documents
Entretiens qualitatifs avec des parties prenantes et des responsables politiques
Analyse des médias
Partenaires
Centre pour la démocratie d'Aarau
Policy Analytics

Bibliographie

Heimann, Andri; Gut, Robin; Kübler, Daniel (2023): Les jeunes et la citoyenneté du futur. Rapport d'études du Centre pour la démocratie d'Aarau, n° 25. Aarau.
Cité: [ZDA 2023](#)

Marine Benli-Trichet, Marie Hürlimann, Andri Heimann, Robin Gut, Francesco Veri, Daniel Kübler (2024): Le Conseil du futur U24. Rapport d'évaluation. Rapport d'études du Centre pour la démocratie d'Aarau, n° 28. Aarau.
Cité: [ZDA 2024](#)

CFEJ 2022, https://ekkj.admin.ch/fileadmin/user_upload/ekkj/04the-men/10Politische_Bildung/f_23_Recommandations_de_la_CFEJ_Participation_politique_FR.pdf

Rapport d'évaluation de Policy Analytics (non publié), 2024
Cité: PA 2024

Nous remercions pour cette publication:

Michael Hein, Corinne Wild, Nicolas Mathieu,
Sarah Friederich, Ivo Scherrer, Marjan H. Ehsassi,
Yves Dejaeghere, Daisy Thomson, Katie Reid,
Anders Stokholm, Alan Cassidy.

**Think + Do Tank Pro Futuris de la
Société suisse d'utilité publique SSUP**
Schaffhauserstrasse 7
8042 Zurich
www.profuturis.ch | www.sgg-ssup.ch
Responsables du projet: Che Wagner, Lara Olivera
König, Rafael Widmer
Texte: Che Wagner et Rafael Widmer

Conception:
Kabeljau et Rahel Arnold (graphique et mise en page)
Dimitri Brooks (photos)

© Pro Futuris, Think + Do Tank de la
Société suisse d'utilité publique

